

Observatoire régional des quartiers

Communauté
d'agglomération
Flers Agglo

LES FICHES REPÈRES

INTRODUCTION

Introduction

La communauté d'agglomération Flers Agglo s'est agrandie au 1^{er} janvier 2017 en intégrant les communes de l'ancienne communauté de communes de la Haute Varenne et du Houlme et en intégrant la commune de Landisacq. Elle compte au 1^{er} janvier 2022* 42 communes dont la commune de Flers sur laquelle se situent deux quartiers en géographie prioritaire, à savoir Saint-Michel et Saint-Sauveur et un quartier de veille active, Pont Féron.

Signé le 3 juillet 2015, le contrat de ville s'articule autour de 13 axes dont 5 pour le pilier « Cohésion sociale » :

- L'éducation et la parentalité avec comme enjeu majeur de favoriser la réussite scolaire et les apprentissages fondamentaux.
- Le sport, la culture, les loisirs et l'animation avec pour enjeu central de contribuer à la réussite éducative, à l'épanouissement et au développement personnel des habitants.
- Citoyenneté, participation des habitants, lien social avec pour objectif de favoriser le « vivre ensemble ».
- Santé et bien-être en poursuivant l'objectif de faciliter l'accès de tous à la prévention et à l'offre en matière de santé.
- Prévention de la délinquance, tranquillité publique en s'appuyant sur les travaux de Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) pour prévenir la délinquance des jeunes, les violences intrafamiliales et faites aux femmes et améliorer la tranquillité publique et développer le sentiment de sécurité.

* Cf. Périmètre de l'étude p. 3



Données cartographiques : © FEDER, Région Normandie, IGN, ANCT

En Normandie

62 quartiers prioritaires

189 582 habitants

5,7% de la population normande

CA Flers Agglo

2 quartiers prioritaires

2 968 habitants

5,5% de la population de l'EPCI 2020

Un travail mené par l'ORS-CREAI Normandie avec le financement de l'ANCT, de la Région et de l'ARS de Normandie.



FICHES REPÈRES

Contenu

Présentation pour chaque quartier prioritaire des principaux indicateurs statistiques disponibles. Les données sont organisées selon les trois piliers de la politique de la ville : **Cohésion sociale, Développement économique et emploi et Cadre de vie.**

Ces éléments chiffrés sont complétés de certaines ressources et/ou dispositifs territoriaux existants sur les territoires.

Quartier(s) prioritaire(s) présent(s) sur le territoire

- Saint Michel
- Saint Sauveur

SOMMAIRE

Sommaire

CONTEXTE ET MÉTHODE 3

INDICATEURS SÉLECTIONNÉS 4

QUARTIER SAINT-MICHEL

| | |
|------------------------------------|----|
| Données de cadrage | 6 |
| Cohésion sociale | 8 |
| Développement économique et emploi | 10 |
| Cadre de vie | 11 |

QUARTIER SAINT-SAUVEUR

| | |
|------------------------------------|----|
| Données de cadrage | 12 |
| Cohésion sociale | 14 |
| Développement économique et emploi | 16 |
| Cadre de vie | 17 |

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS 18

SIGLES ET DÉFINITIONS 21

RÉDACTION

Rédaction

Elodie BROUDIN, Gautier DELAHAYE, Pascale DESPRES, Lucie LECHAT, Julie SIMON et Annabelle YON

Un travail mené par l'ORS-CREAI Normandie via sa mission de Centre ressources politique de la ville - Normanvilles avec le financement de l'ANCT, de la Région et de l'ARS de Normandie.

Communauté d'agglomération Flers Agglo

CONTEXTE ET MÉTHODE

Contexte et méthode

À la demande et avec le financement de la Région Normandie, l'ORS-CREAI Normandie via sa mission de Centre ressources politique de la ville - Normanvilles (financé notamment par l'Agence nationale de la cohésion des territoires) vous propose des "fiches repères" composées d'indicateurs statistiques clés à l'échelle des territoires prioritaires de la politique de la ville : *Fiches repères de l'Observatoire régional des quartiers*.

Initialement réalisé à l'échelle des villes structurant l'armature urbaine bas-normande (ORDQ - Observatoire régional des quartiers, 1^{ère} génération), l'ORDQ 2^{ème} génération a été étendu à l'échelle de la Normandie et de ses quartiers prioritaires.

L'objectif de l'ORDQ est, par la production d'un recueil des données d'observation disponibles à l'échelle des quartiers prioritaires, d'outiller les acteurs des collectivités et de la politique de la ville, notamment ceux n'ayant pas ou peu de moyens d'observation.

Ainsi, ce document fournit un ensemble d'indicateurs sélectionnés selon les trois piliers de la Politique de la ville : Cohésion sociale, Développement économique et emploi et Cadre de vie.

Ces fiches repères viennent compléter les travaux déjà mis à disposition et téléchargeables sur le site Internet de l'ORS-CREAI, notamment le [Kit Politique de la ville](#) ainsi que les [fiches mises en lumières de l'ORDQ](#).

CADRAGE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ÉTUDE

Périmètre d'étude

Les analyses réalisées portent sur les 62 quartiers prioritaires politique de la ville de Normandie. Pour chacun d'entre eux, les indicateurs statistiques sont comparés aux données de la commune et de l'Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) concerné (communauté d'agglomération, métropole, communauté urbaine, communauté de communes). Pour cette mise à jour 2022, les données à l'échelle des EPCI sont, sauf exception, fournies selon le découpage géographique officiel au 01/01/2020 (découpage pour lequel le maximum d'indicateurs est disponible).

Ainsi, 1 fiche repère a été réalisée pour chacun des 21 EPCI en politique de la ville.

Structure des fiches repères

Les fiches repères se composent d'une cinquantaine d'indicateurs structurés en 4 parties : **données de cadrage** (2 indicateurs), **cohésion sociale** (23 indicateurs), **développement économique et emploi** (10 indicateurs) et **cadre de vie** (13 indicateurs). Pour chaque indicateur, le différentiel entre le quartier et l'EPCI, est quantifié.

Ces indicateurs chiffrés sont, pour chaque quartier, complétés d'un bref historique du territoire et de certains dispositifs territoriaux existants sur les territoires.

Pour finir, un tableau synthétique par pilier avec l'ensemble des quartiers de l'EPCI est présenté avec la donnée médiane des 62 quartiers prioritaires de Normandie.

Sources utilisées

Les données à l'échelle des quartiers prioritaires sont principalement issues du travail mené par l'Insee en collaboration avec l'ANCT ou directement fournies par les producteurs de données.

Le recueil des éléments autour des ressources et dispositifs a été facilité par l'implication des acteurs des territoires. Nous les en remercions vivement.

INDICATEURS SÉLECTIONNÉS

Indicateurs sélectionnés

Données de cadrage

| Indicateurs | Echelons géographiques | Année |
|---|------------------------|-------|
| Population | QPV, commune, EPCI2020 | 2018 |
| Part de la population en QPV parmi la population de l'EPCI 2020 | QPV | 2018 |
| Part de la population en QPV parmi la population de la commune | QPV | 2018 |

Cohésion sociale

| Indicateurs | Echelons géographiques | Année |
|--|-------------------------|-------|
| Socio-démographie | | |
| Part de femmes | QPV, commune, EPCI2020 | 2017 |
| Part d'enfants âgés de 0-14 ans | QPV, commune, EPCI2020 | 2017 |
| Part de jeunes âgés de 15-24 ans | QPV, commune, EPCI2020 | 2017 |
| Part de jeunes âgés de 25-59 ans | QPV, commune, EPCI2020 | 2017 |
| Part de personnes âgées de 60-74 ans | QPV, commune, EPCI2020 | 2017 |
| Part de personnes âgées de 75 ans et plus | QPV, commune, EPCI2020 | 2017 |
| Indice de jeunesse (Femmes et Hommes) | QPV, commune, EPCI2020 | 2017 |
| Part de population étrangère | QPV, commune, EPCI2020 | 2017 |
| Part de population immigrée | QPV, commune, EPCI2020 | 2017 |
| Part des ménages d'une personne | QPV, commune, EPCI2020 | 2017 |
| Part des ménages de 6 personnes ou plus | QPV, commune, EPCI2020 | 2017 |
| Revenu - Précarité | | |
| Revenu disponible médian par UC* | QPV, commune, EPCI 2021 | 2018 |
| Rapport interdéciles par UC* (9ème décile/1er décile) | QPV, commune, EPCI 2021 | 2018 |
| Taux de pauvreté au seuil de 60% du niveau de vie médian métropolitain (par UC médian) | QPV, commune, EPCI 2021 | 2018 |
| Part de l'ensemble des prestations sociales dans les revenus disponibles | QPV, commune, EPCI 2021 | 2018 |
| Population couverte bénéficiaire de la C2S | QPV, commune, EPCI 2021 | 2021 |
| Education et formation | | |
| Taux de retard à l'entrée en classe de 6 ^{ème} | QPV, commune, EPCI 2020 | 2019 |
| Part d'élèves bousiers au collège | QPV, commune, EPCI 2020 | 2019 |
| Taux de réussite au brevet des collèges (établissement public) | QPV, commune, EPCI 2020 | 2019 |
| Taux de scolarisation des 15-24 ans | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |
| Part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |

* Cf. Sigles et définitions pages 21 à 25

Communauté d'agglomération Flers Agglo

| Indicateurs | Echelons géographiques | Année |
|---|---|-----------|
| Santé | | |
| Taux comparatif de mortalité prématurée | EPCI 2021, Normandie, France métropolitaine | 2011-2017 |
| Taux comparatif de mortalité évitable liée à la prévention (moins de 75 ans) | EPCI 2021, Normandie, France métropolitaine | 2011-2017 |
| Part d'assurés du régime général âgés de plus de 15 ans sans médecin traitant | EPCI 2021, Normandie | 2022 |
| Part d'assurés du régime général âgés de 16 à 29 ans sans médecin traitant | EPCI 2021, Normandie | 2022 |

Développement économique et emploi

| Indicateurs | Echelons géographiques | Année |
|---|-------------------------|-------|
| Nbre de demandeurs d'emploi (catégorie ABC) | QPV, commune, EPCI 2020 | 2020 |
| Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) âgés de moins de 26 ans | QPV, commune, EPCI 2020 | 2020 |
| Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) âgés de 50 ans et plus | QPV, commune, EPCI 2020 | 2020 |
| Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) de longue durée depuis au moins 1 an | QPV, commune, EPCI 2020 | 2020 |
| Taux de chômage (au sens du recensement) | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |
| Taux d'activité (Femmes et Hommes) | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |
| Part d'actifs selon la PCS | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |
| Taux d'emploi (Femmes et Hommes) | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |
| Part d'emplois précaires parmi les emplois | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |
| Part de la population occupant un emploi à temps partiel | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |

Cadre de vie

| Indicateurs | Echelons géographiques | Année |
|---|-------------------------|-------|
| Part de ménages locataires | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |
| Part des logements d'une ou deux pièces | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |
| Part des logements de 5 pièces ou plus | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |
| Part de logements collectifs | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |
| Répartition des résidences principales selon la date d'achèvement | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |
| Part de logements sociaux parmi les résidences principales | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |
| Part des résidences principales hors studio de 1 personne suroccupées | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |
| Nombre de personnes par résidences principales | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |
| Taux de vacance des logements | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |
| Taux d'emménagement | QPV, commune, EPCI 2020 | 2017 |
| Taux de sortants (Dont sortants vers un autre QPV) | QPV | 2017 |
| Taux d'entrants (Dont entrants depuis un autre QPV) | QPV | 2017 |
| Taux de mobilité interne | QPV | 2017 |

QUARTIER SAINT-MICHEL

Commune de Flers

DONNÉES DE CADRAGE

Données de cadrage

HISTORIQUE DU QUARTIER

C'est l'architecte Pierre Communal qui va piloter la reconstruction après la guerre, succédant à Pierre Boulanger, et qui fût en charge du quartier de Saint-Michel et de Saint-Sauveur. Construit en 1961, ce quartier a une fonction résidentielle et son caractère isolé et mal inséré dans son environnement fait qu'il est en rupture avec son contexte. Il se trouve éloigné de la ville. L'origine du nom de ce quartier serait liée à la contraction de la rue du Mont-Saint-Michel qui traverse le quartier.

Le quartier est intégré dans la géographie prioritaire de la politique de la ville dès 1996 en étant classé comme Zone urbaine sensible (ZUS).

Source : Flers Agglo



Communauté d'agglomération Flers Agglo



| | Saint Michel | Flers | CA Flers Agglo |
|--|--------------|---------------|----------------|
| Population (2018) | 788 | 14 779 | 53 786 |
| % parmi la population de l'EPCI 2020 | 1,5% | | |
| % parmi la population de la commune de Flers | 5,3% | | |

Source : Insee, Recensement de la population 2018

Carte de situation
du quartier



Source et exploitation :
Géoportail, le portail national de la connaissance du territoire - © IGN, INSEE, ANCT

COHÉSION SOCIALE

Cohésion sociale

Indicateurs socio-démographiques

| Année 2017 | Quartier prioritaire | Commune(s) | EPCI 2020 |
|------------------------------------|---|---|---|
| | Saint Michel | Flers | CA Flers Agglo |
| Femmes | 51,5% <i>de la population</i> | 52,3% <i>de la population</i> | 51,1% <i>de la population</i> |
| Structure par âge de la population | | | |
| Enfants âgés de 0-14 ans | 18,6% | 16,7% | 17,3% |
| Jeunes âgés de 15-24 ans | 12,5% | 12,2% | 10,0% |
| Personnes âgées de 25 à 59 ans | 40,8% | 39,7% | 41,1% |
| Personnes âgées de 60 à 74 ans | 19,6% | 18,1% | 19,4% |
| Personnes âgées de 75 ans et plus | nd | 13,4% | 12,2% |
| Indice de jeunesse* | nd | 0,7 | 0,7 |
| Femmes | nd | 0,6 | 0,6 |
| Hommes | nd | 1,0 | 0,9 |
| Population étrangère | nd <i>de la population</i> | 6,8% <i>de la population</i> | 3,0% <i>de la population</i> |
| Population immigrée | 12,6% <i>de la population</i> | 8,8% <i>de la population</i> | 4,1% <i>de la population</i> |

Source : Insee - Recensement de la population
* Population des moins de 20 ans sur celle des personnes âgées de 60 ans et plus
nd : non disponible



COHÉSION SOCIALE

Cohésion sociale

Indicateurs socio-démographiques

| | Quartier prioritaire | Commune(s) | EPCI 2020 | Différentiel QPV - EPCI 2020 (en point) |
|---|----------------------|--------------|----------------|---|
| | Saint Michel | Flers | CA Flers Agglo | |
| Part des ménages d'une personne 2017 | 61,4% | 49,6% | 37,1% | 24,3 |
| Part des ménages de 6 personnes et plus 2017 | nd | 2,0% | 1,4% | - |

Source : Insee - Recensement de la population
nd : non disponible

Revenus - Précarité

| | Quartier prioritaire | Commune(s) | EPCI 2021 | Différentiel QPV - EPCI 2021 (en point) |
|--|----------------------|-----------------|-----------------|---|
| | Saint Michel | Flers | CA Flers Agglo | |
| Revenu disponible mensuel par UC* 2018 | 12 140 € | 17 750 € | 20 040 € | -7 900 € |
| Rapport interdécile par UC* (9 ^{ème} décile / 1 ^{er} décile) 2018 | 2,4 | 3,1 | 2,7 | -0,3 |
| Taux de pauvreté au seuil de 60% du niveau de vie médian métropolitain (par UC médian) 2018 | 57,9% | 25,6% | 14,4% | 43,5 |
| Part de l'ensemble des prestations sociales dans les revenus disponibles 2018 | 33,1% | 10,0% | 6,0% | 27,1 |
| Population couverte bénéficiaire de la C2S 01/01/2021 | 45,0% | 14,4% | 7,1% | 37,9 |

Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi), CNAM
nd : non disponible

Zoom sur certains dispositifs à destination du quartier : les centres sociaux

Les centres sociaux sont mis en avant dans de nombreuses études comme étant un acteur primordial, au contact des publics, pour la mise en place d'actions auprès de la population.

Le quartier dispose de la Maison d'activités Saint Michel.

Cette structure développe les priorités d'action suivantes :

- Lien social,
- Santé & Bien-être,
- Parentalité,
- Petite enfance

Un Espace public numérique (EPN) est présent à la Cyberbase Saint-Michel, 25 rue du Mont St Michel.

Pour plus d'informations :
Maison d'activités Saint Michel
25 rue du Mont St Michel
61100 Flers

Tel : 02 33 62 33 10

<https://www.flers-agglo.fr/culture-sports-et-loisirs/maisons-dactivites-2/actualites/>

Communauté d'agglomération Flers Agglo

Éducation et formation

| | Quartier prioritaire | Commune(s) | EPCI 2020 | Différentiel QPV - EPCI 2020 (en point) |
|--|----------------------|------------|----------------|---|
| | Saint Michel | Flers | CA Flers Agglo | |
| Taux de retard à l'entrée en classe de 6 ^{ème} 2019 | nd | 4,3% | 4,0% | - |
| Part d'élèves boursiers au collège 2019 | nd | nd | nd | - |
| Taux de réussite au brevet des collèges (établissement public) 2019 | nd | 88,0% | 91,5% | - |
| Taux de scolarisation des 15-24 ans 2017 | 46,1% | 56,1% | 60,2% | - |
| Part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi 2017 | 49,8% | 22,9% | 17,9% | - |

Zoom sur certains dispositifs en faveur de la réussite éducative : les réseaux d'éducatrices prioritaires (REP/REP+), les programmes de réussite éducative (PRE) et les cités éducatives

Flers bénéficie d'un Programme de réussite éducative (PRE).

1 école élémentaire REP à proximité : Les Vallées

Sources : Ministère de l'Éducation Nationale DEPP
Insee - Recensement de la population
nd : non disponible

Santé

| | EPCI 2021 | Normandie | France métropolitaine | Différentiel EPCI 2021 - France (%) |
|---|----------------|-----------|-----------------------|-------------------------------------|
| | CA Flers Agglo | | | |
| Taux comparatif de mortalité prématurée (2011-2017) | | | | |
| Hommes | 306,4* | 313,1* | 267,1 | 14,7% |
| Femmes | 127,6 | 138,6* | 126,2 | 1,1% |
| Taux comparatif de mortalité évitable liée à la prévention - Moins de 75 ans (2011-2017) | | | | |
| Hommes | 235,3* | 235,5* | 201,1 | 17,0% |
| Femmes | 65,0 | 70,4* | 64,0 | 1,5% |
| Part d'assurés du régime général âgés de plus de 15 ans sans médecin traitant 03/2022 | 5,3% | 5,0% | nd | - |
| Part d'assurés du régime général âgés de 16 à 29 ans sans médecin traitant 03/2022 | 19,2% | 16,2% | nd | - |

Sources : Insee, Inserm-CépiDc, DCGDR Normandie - Extraction SIAM-ERASME
* Écart significatif par rapport à la France métropolitaine
nd : non disponible

Zoom sur certains dispositifs en faveur de la santé : ASV, RTPS et CLS

Fondé sur une démarche locale, l'Atelier santé ville contribue à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé. La démarche ASV s'insère dans le contrat de ville afin d'animer, d'adapter et de renforcer la politique de santé publique au niveau local. Le développement des Contrats locaux de santé (CLS) et la mise en place du Réseau normand des référents territoriaux en promotion de la santé (RTPS) complètent ce dispositif. Les ASV et RTPS normands (à des échelles différentes) poursuivent les missions suivantes : établir un diagnostic local partagé, coordonner les acteurs et favoriser le travail en réseau, élaborer et suivre des programmes d'actions concertées et renforcer les compétences des acteurs locaux.

Si l'EPCI ne dispose pas d'un ASV et/ou d'un RTPS, l'Agence régionale de santé missionne des conseillers méthodologiques de Promotion Santé Normandie (PSN) sur les territoires non couverts.
Un Conseil local de santé mentale est en réflexion.

Zoom sur les enjeux et objectifs santé du contrat de ville

Santé et bien-être : faciliter l'accès de tous à la prévention et à l'offre en matière de santé

1. Développer une politique de promotion et d'éducation à la santé tout au long de la vie
2. Prévenir les comportements à risques
3. Améliorer le recours aux soins



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI

Développement économique et emploi

| | Quartier prioritaire | Commune(s) | EPCI 2020 | Différentiel QPV - EPCI 2020 (en point) |
|---|----------------------|------------|----------------|---|
| | Saint Michel | Flers | CA Flers Agglo | |
| Nbre de demandeurs d'emploi (catégorie ABC) 31/12/2020 | 177 | 1 808 | 4 662 | - |
| Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) âgés de moins de 26 ans 31/12/2020 | 19,2% | 20,2% | 19,9% | -0,7 |
| Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) âgés de 50 ans et plus 31/12/2020 | 31,1% | 23,0% | 25,1% | 6,0 |
| Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) de longue durée depuis au moins 1 an 31/12/2020 | 56,5% | 54,5% | 54,1% | 2,4 |
| Taux de chômage (au sens du recensement) 2017 | 53,5% | 21,4% | 13,2% | 40,3 |

Sources : Pôle Emploi - Dares (demandeurs d'emploi en fin de mois), Insee - Recensement de la population
nd : non disponible

| Année 2017 | Quartier prioritaire | Commune(s) | EPCI 2020 | Différentiel QPV - EPCI 2020 (en point) |
|---|----------------------|------------|----------------|---|
| | Saint Michel | Flers | CA Flers Agglo | |
| Taux d'activité | | | | |
| Femmes | 67,0% | 65,9% | 70,7% | -3,7 |
| Hommes | 73,6% | 72,1% | 76,0% | -2,4 |
| Part d'actifs selon la PCS | | | | |
| Artisans, commerçants, chefs d'entreprises, cadres et professions intellectuelles supérieures | nd | 16,9% | 14,7% | - |
| Professions intermédiaires | nd | 23,6% | 23,0% | - |
| Employés | 35,3% | 28,2% | 27,4% | 7,9 |
| Ouvriers | 50,9% | 31,0% | 32,0% | 18,9 |
| Taux d'emploi | 32,6% | 54,2% | 63,7% | -31,1 |
| Femmes | 30,2% | 50,4% | 60,7% | -30,5 |
| Hommes | 35,3% | 58,1% | 66,6% | -31,3 |
| Part d'emplois précaires parmi les emplois | nd | 19,8% | 14,9% | - |
| Part de la population occupant un emploi à temps partiel | 30,6% | 17,1% | 16,1% | 14,5 |

Source : Insee, Recensement de la population
nd : non disponible

Zoom sur certains dispositifs en faveur du développement économique et de l'emploi

Missions locales :

Espace d'intervention au service des jeunes âgés de 16-25 ans, où chaque jeune accueilli bénéficie d'un suivi personnalisé afin de faciliter ses démarches relatives à l'emploi et à la formation.

La Normandie compte 24 missions locales réparties sur l'ensemble de la région (offrant plus de 300 lieux de permanences).

La mission locale des Jeunes du Bocage intervient auprès des jeunes du territoire.

Pour en savoir plus :

Mission Locale des Jeunes du Bocage
18 rue Henri Laforest
61100 FLERS

Tél : 02 33 64 43 33

info@missionlocale-flers.com

Communauté d'agglomération Flers Agglo



CADRE DE VIE

Cadre de vie

| Année 2017 | Quartier prioritaire | Commune(s) | EPCI 2020 | Différentiel QPV - EPCI 2020 (en point) |
|---|----------------------|--------------|----------------|--|
| | Saint Michel | Flers | CA Flers Agglo | |
| Part de ménages locataires | 99,4% | 56,2% | 33,9% | 65,5 |
| Part des logements d'une ou deux pièces | nd | 20,1% | 11,5% | - |
| Part des logements de 5 pièces ou plus | 9,2% | 26,3% | 39,3% | -30,1 |
| Part de logements collectifs parmi l'ensemble des logements | 95,9% | 50,1% | 20,6% | 75,3 |
| Répartition des résidences principales selon la date d'achèvement | | | | |
| Avant 1919 | 0,0% | 9,5% | 18,0% | -18,0 |
| De 1919 à 1945 | nd | 9,4% | 9,6% | - |
| De 1946 à 1970 | 88,1% | 42,8% | 23,5% | 64,6 |
| De 1971 à 1990 | nd | 22,8% | 26,9% | - |
| De 1991 à 2005 | nd | 7,9% | 11,7% | - |
| De 2006 à 2014 | nd | 7,3% | 9,2% | - |
| Après 2014 | nd | 0,3% | 1,1% | - |
| Part de logements sociaux parmi les résidences principales | 95,0% | 28,5% | 13,1% | 81,9 |
| Part des résidences principales suroccupées (hors studio de 1 personne) | nd | 2,2% | 1,6% | - |
| Nombre de personnes par résidences principales | 1,7 | 1,9 | 2,1 | -0,4 |
| Taux de vacance des logements | 17,6% | 12,8% | 11,4% | 6,2 |

Zoom sur la rénovation urbaine financée par l'ANRU

Le quartier est concerné par le NPNRU, avec un intérêt régional.

Les objectifs visent une continuité avec les impulsions du PNRU, mais avec un accent appuyé sur la santé et le commerce. Les travaux doivent commencer en 2020.

Il est prévu dans le protocole un programme par anticipation, donc avant la signature de la convention : la démolition d'un bâtiment et le démarrage d'un programme de réhabilitation de 80 logements sur le quartier.

Pour plus d'informations :

« Point infos habitants »

Maison d'activités Saint-Michel

25, rue du Mont Saint-Michel

61 100 Flers

Tél. : 02 33 62 33 10

| Année 2017 | Quartier prioritaire | Commune(s) | EPCI 2020 | Différentiel QPV - EPCI 2020 (en point) |
|-----------------------------------|----------------------|--------------|----------------|--|
| | Saint Michel | Flers | CA Flers Agglo | |
| Taux d'emménagement | nd | 10,9% | 8,3% | - |
| Taux de sortants | nd | nc | nc | - |
| Dont sortants vers un autre QPV | nd | nc | nc | - |
| Taux d'entrants | nd | nc | nc | - |
| Dont entrants depuis un autre QPV | nd | nc | nc | - |
| Taux de mobilité interne | nd | nc | nc | - |

Source : Insee, Recensement de la population

nd : non disponible

nc : non calculable ou non pertinente pour les zones de comparaison

QUARTIER SAINT-SAUVEUR

Commune de Flers

DONNÉES DE CADRAGE

Données de cadrage

HISTORIQUE DU QUARTIER

Pour faire face à une très forte demande de logements (de 1962 à 1975, le nombre d'habitants à Flers passe de 15 600 à 21 200), de nouveaux quartiers d'habitat social apparaissent, composés essentiellement d'immeubles collectifs en 1963. La Zone à urbaniser en priorité de Saint-Sauveur prévoyait la construction de 1 800 logements accompagnés d'équipements et une réserve foncière (Zone à disparaître) était constituée à proximité pour la réalisation ultérieure de 2 000 logements. Mais la crise économique du milieu des années 1970 fait chuter la cadence et le projet, commencé au début des années 70, engendrant de lourdes révisions à la baisse. Le plan de masse va être modifié en faveur de zones pavillonnaires, mais le programme initial de construction sera définitivement arrêté en 1979 avec 1 060 logements réalisés sur les 1 800 initialement prévus.

L'origine du nom du quartier est en souvenir de la commune voisine « La Selle - La Forge » qui jouxte le quartier et s'appelait jusqu'à la révolution « la Selle - Saint-Sauveur ». Ainsi la rue Principale traversant la zone d'ouest en Est a pris le nom « rue Saint-Sauveur ».

Le quartier est considéré comme cible prioritaire de la politique de la ville dès 1996 en étant classé comme Zone Urbaine Sensible (ZUS).



Communauté d'agglomération Flers Agglo



| | Saint Sauveur | Flers | CA Flers Agglo |
|--|---------------|---------------|----------------|
| Population (2018) | 2 180 | 14 779 | 53 786 |
| % parmi la population de l'EPCI 2020 | 4,1% | | |
| % parmi la population de la commune de Flers | 14,8% | | |

Source : Insee, Recensement de la population 2018

Carte de situation
du quartier



Source et exploitation :
Géoportail, le
portail national de
la connaissance du
territoire - © IGN,
INSEE, ANCT

COHÉSION SOCIALE

Cohésion sociale

Indicateurs socio-démographiques

| Année 2017 | Quartier prioritaire | Commune(s) | EPCI 2020 |
|------------------------------------|---|---|---|
| | Saint Sauveur | Flers | CA Flers Agglo |
| Femmes | 49,3% <i>de la population</i> | 52,3% <i>de la population</i> | 51,1% <i>de la population</i> |
| Structure par âge de la population | | | |
| Enfants âgés de 0-14 ans | 27,5% | 16,7% | 17,3% |
| Jeunes âgés de 15-24 ans | 12,5% | 12,2% | 10,0% |
| Personnes âgées de 25 à 59 ans | 42,9% | 39,7% | 41,1% |
| Personnes âgées de 60 à 74 ans | 13,0% | 18,1% | 19,4% |
| Personnes âgées de 75 ans et plus | nd | 13,4% | 12,2% |
| Indice de jeunesse* | 2,0 | 0,7 | 0,7 |
| Femmes | 1,9 | 0,6 | 0,6 |
| Hommes | 2,2 | 1,0 | 0,9 |
| Population étrangère | 20,2% <i>de la population</i> | 6,8% <i>de la population</i> | 3,0% <i>de la population</i> |
| Population immigrée | 21,6% <i>de la population</i> | 8,8% <i>de la population</i> | 4,1% <i>de la population</i> |

Source : Insee - Recensement de la population
* Population des moins de 20 ans sur celle des personnes âgées de 60 ans et plus
nd : non disponible



COHÉSION SOCIALE

Cohésion sociale

Indicateurs socio-démographiques

| | Quartier prioritaire | Commune(s) | EPCI 2020 | Différentiel QPV - EPCI 2020 (en point) |
|---|----------------------|--------------|----------------|---|
| | Saint Sauveur | Flers | CA Flers Agglo | |
| Part des ménages d'une personne 2017 | 36,4% | 49,6% | 37,1% | -0,7 |
| Part des ménages de 6 personnes et plus 2017 | nd | 2,0% | 1,4% | - |

Source : Insee - Recensement de la population
nd : non disponible

Revenus - Précarité

| | Quartier prioritaire | Commune(s) | EPCI 2021 | Différentiel QPV - EPCI 2021 (en point) |
|--|----------------------|-----------------|-----------------|---|
| | Saint Sauveur | Flers | CA Flers Agglo | |
| Revenu disponible mensuel par UC* 2018 | 13 160 € | 17 750 € | 20 040 € | -6 880 € |
| Rapport interdécile par UC* (9 ^{ème} décile / 1 ^{er} décile) 2018 | 2,6 | 3,1 | 2,7 | -0,1 |
| Taux de pauvreté au seuil de 60% du niveau de vie médian métropolitain (par UC médian) 2018 | 49,0% | 25,6% | 14,4% | 34,6 |
| Part de l'ensemble des prestations sociales dans les revenus disponibles 2018 | 24,3% | 10,0% | 6,0% | 18,3 |
| Population couverte bénéficiaire de la C2S 01/01/2021 | 27,4% | 14,4% | 7,1% | 20,2 |

Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi), CNAM
nd : non disponible

Zoom sur certains dispositifs à destination du quartier : les centres sociaux

Les centres sociaux sont mis en avant dans de nombreuses études comme étant un acteur primordial, au contact des publics, pour la mise en place d'actions auprès de la population.

Le quartier dispose du Centre social de la Maison d'Activités Emile Halbout. Cette structure développe les priorités d'action suivantes :

- Sport et loisir,
- Culture,
- Parentalité
- Ateliers numériques

Un Espace public numérique (EPN) est présent à la Cyberbase Emile Halbout, rue Jules Appert.

Pour plus d'informations :
Centre social de la Maison d'Activités Emile Halbout
2 rue Pierre Lemièr
61100 Flers

Tel : 02.33.64.25.73

<https://www.flers-agglo.fr/culture-sports-et-loisirs/maisons-dactivites-2/actualites/>

Communauté d'agglomération Flers Agglo

Éducation et formation

| | Quartier prioritaire Saint Sauveur | Commune(s) Flers | EPCI 2020 CA Flers Agglo | Différentiel QPV - EPCI 2020 (en point) |
|--|---------------------------------------|---------------------|-----------------------------|--|
| Taux de retard à l'entrée en classe de 6 ^{ème} 2019 | nd | 4,3% | 4,0% | - |
| Part d'élèves boursiers au collège 2019 | nd | nd | nd | - |
| Taux de réussite au brevet des collèges (établissement public) 2019 | nd | 88,0% | 91,5% | - |
| Taux de scolarisation des 15-24 ans 2017 | 58,2% | 56,1% | 60,2% | -2,0 |
| Part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi 2017 | 24,7% | 22,9% | 17,9% | 6,8 |

Zoom sur certains dispositifs en faveur de la réussite éducative : les réseaux d'éducatrices prioritaires (REP/REP+), les programmes de réussite éducative (PRE) et les cités éducatives

Flers bénéficie d'un Programme de réussite éducative (PRE).

1 école élémentaire REP à proximité : Morin/La Fontaine

Sources : Ministère de l'Éducation Nationale DEPP
Insee - Recensement de la population
nd : non disponible

Santé

| | EPCI 2021 CA Flers Agglo | Normandie | France métropolitaine | Différentiel EPCI 2021 - France (%) |
|---|-----------------------------|-----------|--------------------------|---|
| Taux comparatif de mortalité prématurée (2011-2017) | | | | |
| Hommes | 306,4* | 313,1* | 267,1 | 14,7% |
| Femmes | 127,6 | 138,6* | 126,2 | 1,1% |
| Taux comparatif de mortalité évitable liée à la prévention - Moins de 75 ans (2011-2017) | | | | |
| Hommes | 235,3* | 235,5* | 201,1 | 17,0% |
| Femmes | 65,0 | 70,4* | 64,0 | 1,5% |
| Part d'assurés du régime général âgés de plus de 15 ans sans médecin traitant 03/2022 | 5,3% | 5,0% | nd | - |
| Part d'assurés du régime général âgés de 16 à 29 ans sans médecin traitant 03/2022 | 19,2% | 16,2% | nd | - |

Sources : Insee, Inserm-CépiDc, DCGDR Normandie - Extraction SIAM-ERASME
* Écart significatif par rapport à la France métropolitaine
nd : non disponible

Zoom sur certains dispositifs en faveur de la santé : ASV, RTPS et CLS

Fondé sur une démarche locale, l'Atelier santé ville contribue à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé. La démarche ASV s'insère dans le contrat de ville afin d'animer, d'adapter et de renforcer la politique de santé publique au niveau local. Le développement des Contrats locaux de santé (CLS) et la mise en place du Réseau normand des référents territoriaux en promotion de la santé (RTPS) complètent ce dispositif. Les ASV et RTPS normands (à des échelles différentes) poursuivent les missions suivantes : établir un diagnostic local partagé, coordonner les acteurs et favoriser le travail en réseau, élaborer et suivre des programmes d'actions concertées et renforcer les compétences des acteurs locaux.

Si l'EPCI ne dispose pas d'un ASV et/ou d'un RTPS, l'Agence régionale de santé missionne des conseillers méthodologiques de Promotion Santé Normandie (PSN) sur les territoires non couverts. Un **Conseil local de santé mentale** est en réflexion.

Zoom sur les enjeux et objectifs santé du contrat de ville

Santé et bien-être : faciliter l'accès de tous à la prévention et à l'offre en matière de santé

1. Développer une politique de promotion et d'éducation à la santé tout au long de la vie
2. Prévenir les comportements à risques
3. Améliorer le recours aux soins



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI

Développement économique et emploi

| | Quartier prioritaire | Commune(s) | EPCI 2020 | Différentiel QPV - EPCI 2020 (en point) |
|---|----------------------|------------|----------------|---|
| | Saint Sauveur | Flers | CA Flers Agglo | |
| Nbre de demandeurs d'emploi (catégorie ABC) 31/12/2020 | 406 | 1 808 | 4 662 | - |
| Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) âgés de moins de 26 ans 31/12/2020 | 13,5% | 20,2% | 19,9% | -6,4 |
| Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) âgés de 50 ans et plus 31/12/2020 | 18,5% | 23,0% | 25,1% | -6,6 |
| Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) de longue durée depuis au moins 1 an 31/12/2020 | 55,7% | 54,5% | 54,1% | 1,6 |
| Taux de chômage (au sens du recensement) 2017 | 36,8% | 21,4% | 13,2% | 23,6 |

Sources : Pôle Emploi - Dares (demandeurs d'emploi en fin de mois), Insee - Recensement de la population
nd : non disponible

| Année 2017 | Quartier prioritaire | Commune(s) | EPCI 2020 | Différentiel QPV - EPCI 2020 (en point) |
|---|----------------------|------------|----------------|---|
| | Saint Sauveur | Flers | CA Flers Agglo | |
| Taux d'activité | | | | |
| Femmes | 50,1% | 65,9% | 70,7% | -20,6 |
| Hommes | 72,9% | 72,1% | 76,0% | -3,1 |
| Part d'actifs selon la PCS | | | | |
| Artisans, commerçants, chefs d'entreprises, cadres et professions intellectuelles supérieures | nd | 16,9% | 14,7% | - |
| Professions intermédiaires | nd | 23,6% | 23,0% | - |
| Employés | nd | 28,2% | 27,4% | - |
| Ouvriers | nd | 31,0% | 32,0% | - |
| Taux d'emploi | 38,8% | 54,2% | 63,7% | -24,9 |
| Femmes | 25,1% | 50,4% | 60,7% | -35,6 |
| Hommes | 53,2% | 58,1% | 66,6% | -13,4 |
| Part d'emplois précaires parmi les emplois | 21,1% | 19,8% | 14,9% | 6,2 |
| Part de la population occupant un emploi à temps partiel | 16,3% | 17,1% | 16,1% | 0,2 |

Source : Insee, Recensement de la population
nd : non disponible

Zoom sur certains dispositifs en faveur du développement économique et de l'emploi

Missions locales :

Espace d'intervention au service des jeunes âgés de 16-25 ans, où chaque jeune accueilli bénéficie d'un suivi personnalisé afin de faciliter ses démarches relatives à l'emploi et à la formation.

La Normandie compte 24 missions locales réparties sur l'ensemble de la région (offrant plus de 300 lieux de permanences)

La mission locale des Jeunes du Bocage intervient auprès des jeunes du territoire.

Pour en savoir plus :

Mission Locale des Jeunes du Bocage
18 rue Henri Laforest
61100 FLERS

Tél : 02 33 64 43 33

info@missionlocale-flers.com

Communauté d'agglomération Flers Agglo



CADRE DE VIE

Cadre de vie

| Année 2017 | Quartier prioritaire | Commune(s) | EPCI 2020 | Différentiel QPV - EPCI 2020 (en point) |
|---|----------------------|--------------|----------------|---|
| | Saint Sauveur | Flers | CA Flers Agglo | |
| Part de ménages locataires | 85,0% | 56,2% | 33,9% | 51,1 |
| Part des logements d'une ou deux pièces | nd | 20,1% | 11,5% | - |
| Part des logements de 5 pièces ou plus | 19,3% | 26,3% | 39,3% | -20,0 |
| Part de logements collectifs parmi l'ensemble des logements | 81,5% | 50,1% | 20,6% | 60,9 |
| Répartition des résidences principales selon la date d'achèvement | | | | |
| Avant 1919 | nd | 9,5% | 18,0% | - |
| De 1919 à 1945 | nd | 9,4% | 9,6% | - |
| De 1946 à 1970 | 37,9% | 42,8% | 23,5% | 14,4 |
| De 1971 à 1990 | 48,2% | 22,8% | 26,9% | 21,3 |
| De 1991 à 2005 | 7,5% | 7,9% | 11,7% | -4,2 |
| De 2006 à 2014 | 5,5% | 7,3% | 9,2% | -3,7 |
| Après 2014 | nd | 0,3% | 1,1% | - |
| Part de logements sociaux parmi les résidences principales | 85,7% | 28,5% | 13,1% | 72,6 |
| Part des résidences principales suroccupées (hors studio de 1 personne) | 4,8% | 2,2% | 1,6% | 3,2 |
| Nombre de personnes par résidences principales | 2,5 | 1,9 | 2,1 | 0,4 |
| Taux de vacance des logements | 10,6% | 12,8% | 11,4% | -0,8 |

| Année 2017 | Quartier prioritaire | Commune(s) | EPCI 2020 | Différentiel QPV - EPCI 2020 (en point) |
|-----------------------------------|----------------------|--------------|----------------|---|
| | Saint Sauveur | Flers | CA Flers Agglo | |
| Taux d'emménagement | 10,8% | 10,9% | 8,3% | 2,5 |
| Taux de sortants | 9,3% | nc | nc | - |
| Dont sortants vers un autre QPV | 10,7% | nc | nc | - |
| Taux d'entrants | 6,7% | nc | nc | - |
| Dont entrants depuis un autre QPV | 10,9% | nc | nc | - |
| Taux de mobilité interne | 4,1% | nc | nc | - |

Zoom sur la rénovation urbaine financée par l'ANRU

Le quartier Saint-Sauveur a bénéficié de financement de l'ANRU dans le cadre du Programme national pour la rénovation urbaine.

Les objectifs du PNRU sont :

- la dédensification des quartiers,
- la diversification de l'offre du parc social (notamment à Saint-Sauveur),
- la réhabilitation thermique des logements avec une performance élevée à Saint-Michel (grâce au programme Investissement Territorial Intégré avec des fonds européens dans le but de soutenir la transition énergétique),
- la diversification fonctionnelle du quartier avec des équipements de proximité et l'amélioration du cadre de vie (ouvertures pour éviter les impasses, revu de l'éclairage, domanialité, trames douces, etc.).

Il y a eu 299 logements démolis soit 13 immeubles.

Source : Insee, Recensement de la population
nd : non disponible
nc : non calculable ou non pertinente pour les zones de comparaison

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS

Tableaux récapitulatifs

Ces tableaux récapitulatifs reprennent l'ensemble des indicateurs pour chacun des quartiers présents sur le territoire de l'EPCI. À des fins de comparaison, les indicateurs minimum, maximum et médiane (valeur qui partage les quartiers en deux parties égales) calculés sur les données connues des 62 quartiers prioritaires politique de la ville de Normandie ont été ajoutés.

| | Quartier prioritaire | | EPCI 2020 | Minimum des QPV normands | Maximum des QPV normands | Médiane des QPV normands |
|---|----------------------|---------------|----------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | Saint Michel | Saint Sauveur | CA Flers Agglo | | | |
| Indicateurs socio-démographiques | | | | | | |
| Part des ménages d'une personne 2017 | 61,4% | 36,4% | 37,1% | 24,4% | 65,3% | 42,7% |
| Part des ménages de 6 personnes et plus 2017 | nd | nd | 1,4% | nd | nd | nd |



COHÉSION SOCIALE

| | Quartier prioritaire | | EPCI 2021 | Minimum des QPV normands | Maximum des QPV normands | Médiane des QPV normands |
|--|----------------------|---------------|----------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | Saint Michel | Saint Sauveur | CA Flers Agglo | | | |
| Revenu - Précarité | | | | | | |
| Revenu disponible mensuel par UC* 2018 | 12 140 € | 13 160 € | 20 040 € | 11 660€ | 15 830 € | 13 755 € |
| Rapport interdécile par UC* (9 ^{ème} décile / 1 ^{er} décile) 2018 | 2,4 | 2,6 | 2,7 | 2,2 | 3,5 | 2,5 |
| Taux de pauvreté au seuil de 60% du niveau de vie médian métropolitain (par UC médian) 2018 | 57,9% | 49,0% | 14,4% | 32,0% | 63,1% | 44,7% |
| Part de l'ensemble des prestations sociales dans les revenus disponibles 2018 | 33,1% | 24,3% | 6,0% | 18,4% | 37,1% | 26,2% |
| Population couverte bénéficiaire de la C2S 01/01/2021 | 45,0% | 27,4% | 7,1% | 17,7% | 45,0% | 31,8% |

| | Quartier prioritaire | | EPCI 2020 | Minimum des QPV normands | Maximum des QPV normands | Médiane des QPV normands |
|--|----------------------|---------------|----------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | Saint Michel | Saint Sauveur | CA Flers Agglo | | | |
| Education et formation | | | | | | |
| Taux de retard à l'entrée en classe de 6 ^{ème} 2019 | nd | nd | 4,0% | nd | nd | nd |
| Part d'élèves boursiers au collège 2019 | nd | nd | nd | nd | nd | nd |
| Taux de réussite au brevet des collèges (établissement public) 2019 | nd | nd | 91,5% | nd | nd | nd |
| Taux de scolarisation des 15-24 ans 2017 | 46,1% | 58,2% | 60,2% | 33,5% | 77,5% | 49,3% |
| Part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi 2017 | 49,8% | 24,7% | 17,9% | 18,3% | 50,2% | 35,1% |

Sources : Géoportail, Insee - Recensement de la population (RP), DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi), CNAM, Ministère de l'Éducation Nationale DEPP.
nd : non disponible

Communauté d'agglomération Flers Agglo



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI

| | Quartiers prioritaires | | EPCI 2020 | Minimum des QPV normands | Maximum des QPV normands | Médiane des QPV normands |
|---|------------------------|---------------|----------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | Saint Michel | Saint Sauveur | CA Flers Agglo | | | |
| Nbre de demandeurs d'emploi (catégorie ABC) 31/12/2020 | 177 | 406 | 4662 | - | - | - |
| Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) âgés de moins de 26 ans 31/12/2020 | 19,2% | 13,5% | 19,9% | 12,4% | 29,2% | 17,8% |
| Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) âgés de 50 ans et plus 31/12/2020 | 31,1% | 18,5% | 25,1% | 16,6% | 31,6% | 21,8% |
| Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) de longue durée depuis au moins 1 an 31/12/2020 | 56,5% | 55,7% | 54,1% | 36,0% | 57,9% | 47,6% |
| Taux de chômage (au sens du recensement) 2017 | 53,5% | 36,8% | 13,2% | 22,5% | 48,5% | 37,4% |
| Taux d'activité (2017) | | | | | | |
| Femmes | 67,0% | 50,1% | 70,7% | 46,6% | 71,6% | 60,5% |
| Hommes | 73,6% | 72,9% | 76,0% | 56,5% | 79,8% | 72,8% |
| Part d'actifs selon la PCS (2017) | | | | | | |
| Artisans, commerçants, chefs d'entreprises, cadres et professions intellectuelles supérieures | nd | nd | 14,7% | nd | nd | nd |
| Professions intermédiaires | nd | nd | 23,0% | nd | nd | nd |
| Employés | 35,3% | nd | 27,4% | nd | nd | nd |
| Ouvriers | 50,9% | nd | 32,0% | nd | nd | nd |
| Taux d'emploi (2017) | 32,6% | 38,8% | 63,7% | 31,8% | 53,6% | 41,7% |
| Femmes | 30,2% | 25,1% | 60,7% | 23,8% | 52,4% | 37,6% |
| Hommes | 35,3% | 53,2% | 66,6% | 32,1% | 57,4% | 45,4% |
| Part d'emplois précaires parmi les emplois (2017) | nd | 21,1% | 14,9% | 13,5% | 42,9% | 28,7% |
| Part de la population occupant un emploi à temps partiel (2017) | 30,6% | 16,3% | 16,1% | 19,0% | 40,1% | 27,8% |

Sources : Pôle Emploi - Dares (demandeurs d'emploi en fin de mois), Insee - Recensement de la population (RP)
nd : non disponible

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS

Tableaux récapitulatifs



CADRE DE VIE

| | Quartiers prioritaires | | EPCI 2020 | Minimum des QPV normands | Maximum des QPV normands | Médiane des QPV normands |
|---|------------------------|---------------|----------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | Saint Michel | Saint Sauveur | CA Flers Agglo | | | |
| Part de ménages locataires 2017 | 99,4% | 85,0% | 33,9% | 73,5% | 100,0% | 94,7% |
| Part des logements d'une ou deux pièces 2017 | nd | nd | 11,5% | nd | nd | nd |
| Part des logements de 5 pièces ou plus 2017 | 9,2% | 19,3% | 39,3% | 4,8% | 30,6% | 14,3% |
| Part de logements collectifs parmi l'ensemble des logements 2017 | 95,9% | 81,5% | 20,6% | 52,3% | 99,6% | 92,2% |
| Répartition des résidences principales selon la date d'achèvement 2017 | | | | | | |
| <i>Avant 1919</i> | 0,0% | nd | 18,0% | nd | nd | nd |
| <i>De 1919 à 1945</i> | nd | nd | 9,6% | nd | nd | nd |
| <i>De 1946 à 1970</i> | 88,1% | 37,9% | 23,5% | 3,4% | 88,1% | 44,8% |
| <i>De 1971 à 1990</i> | nd | 48,2% | 26,9% | 11,5% | 89,8% | 41,0% |
| <i>De 1991 à 2005</i> | nd | 7,5% | 11,7% | nd | nd | nd |
| <i>De 2006 à 2014</i> | nd | 5,5% | 9,2% | nd | nd | nd |
| <i>Après 2014</i> | nd | nd | 1,1% | nd | nd | nd |
| Part de logements sociaux parmi les résidences principales 2017 | 95,0% | 85,7% | 13,1% | 52,2% | 95,0% | 93,1% |
| Part des résidences principales suroccupées (hors studio de 1 personne) 2017 | nd | 4,8% | 1,6% | 1,7% | 20,1% | 7,1% |
| Nombre de personnes par résidences principales 2017 | 1,7 | 2,5 | 2,1 | 1,6 | 2,8 | 2,2 |
| Taux de vacance des logements 2017 | 17,6% | 10,6% | 11,4% | nd | nd | nd |
| Taux d'emménagement 2017 | nd | 10,8% | 8,3% | nd | nd | nd |
| Taux de sortants 2017 | nd | 9,3% | nc | nd | nd | nd |
| <i>Dont sortants vers un autre QPV</i> | nd | 10,7% | nc | nd | nd | nd |
| Taux d'entrants 2017 | nd | 6,7% | nc | nd | nd | nd |
| <i>Dont entrants depuis un autre QPV</i> | nd | 10,9% | nc | nd | nd | nd |
| Taux de mobilité interne 2017 | nd | 4,1% | nc | nd | nd | nd |

Source : Insee - Recensement de la population (RP)

nd : non disponible

nc : non calculable ou non pertinente pour les zones de comparaison

Annexes

SIGLES ET DÉFINITIONS

Sigles et définitions

ANCT : Agence nationale de la cohésion des territoires

Mise en place au 1^{er} janvier 2020, cette agence reprend les missions du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), de l'Établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) et de l'Agence du numérique. Cette structure est l'interlocutrice principale des projets de cohésion territoriale, et elle peut apporter un soutien en ingénierie aux territoires carencés. Elle coordonne les acteurs de la cohésion territoriale sur les territoires.

ANRU : Agence nationale de la rénovation urbaine

Créée par la Loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine (loi Borloo), l'Agence nationale pour la rénovation urbaine est un établissement public industriel et commercial qui assure la mise en œuvre et le financement du programme national de renouvellement urbain. Elle est placée sous la tutelle du ministre chargé de la politique de la ville qui fixe les orientations générales de son action.

CLSM : Conseil local en santé mentale

Espace de concertation et de coordination entre les élus, la psychiatrie, les représentants des usagers, les aidants et l'ensemble des professionnels du territoire, le Conseil local en santé mentale (CLSM) a pour objectif de définir et mettre en œuvre des politiques locales et des actions permettant l'amélioration de la santé mentale des populations concernées. Le CLSM permet une approche locale et participative. Il associe les acteurs sanitaires et sociaux et toute personne intéressée du territoire et définit des objectifs stratégiques et opérationnels. (CC-OMS).

Complémentaire Santé Solidaire (C2S) :

La Complémentaire Santé Solidaire remplace la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C).

Elle permet de se faire rembourser la part complémentaire des dépenses de santé (non remboursé par l'Assurance Maladie). Ainsi, les dépenses de santé sont remboursées entièrement, dans la limite des tarifs de la sécurité sociale.

Plus précisément, depuis le 1^{er} novembre 2019, la Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMU-C) s'est ouverte aux personnes éligibles à l'Aide à la Complémentaire Santé (ACS) moyennant une participation financière entre 8 et 30 € par mois en fonction de l'âge. L'ACS ainsi supprimée a laissé place au dispositif commun appelé Complémentaire santé solidaire.

La C2S donne également droit aux avantages suivants :

- Pas de dépassements d'honoraires sur les tarifs médicaux si vous respectez votre parcours de soins. Cela signifie de passer d'abord par votre médecin traitant avant d'aller voir un spécialiste
- En cas d'hospitalisation, remboursement du forfait journalier. C'est le montant quotidien que vous devez normalement payer pour l'hébergement et la nourriture
- Pas de franchise médicale ou de participation forfaitaire de 1 € à payer
- Tiers-payant : pas d'avance des frais médicaux.
- Forfaits de remboursement pour prothèses dentaires, lunettes, aides auditives
- Forfaits de remboursement pour des dispositifs médicaux comme une canne, un fauteuil roulant ou des pansements
- Réductions sur les billets de train selon la région.

CUCS : Contrat urbain de cohésion sociale

Les Contrats urbains de cohésion sociale (Cucs) ont succédé en 2007 aux contrats de ville comme cadre du projet de territoire développé au bénéfice des quartiers en difficultés. Le contrat urbain de cohésion sociale est un contrat passé

entre l'État et les collectivités territoriales qui engage chacun des partenaires à mettre en œuvre des actions concertées pour améliorer la vie quotidienne des habitants dans les quartiers connaissant des difficultés (chômage, violence, logement...). Il est élaboré à l'initiative conjointe du maire, ou du président de l'EPCI, et du préfet de département. Le cadre général et les orientations ont été définis par le comité interministériel à la ville (CIV) du 9 mars 2006.

DEFM Catégories ABC :

Les Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle Emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

La publication des effectifs de demandeurs d'emploi inscrits se fait selon les catégories statistiques suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (soit de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (soit plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), y compris les demandeurs d'emploi en Convention de reclassement personnalisé (CRP), en Contrat de transition professionnelle (CTP), sans emploi et en contrat de sécurisation professionnelle ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

SIGLES ET DÉFINITIONS

Sigles et définitions

Demandeurs d'emploi à faible niveau de qualification :

Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C de niveau de qualification « manœuvres ou ouvriers spécialisés » et « employés non qualifiés ».

Dispositif du médecin traitant

Généraliste ou spécialiste, exerçant en ville ou à l'hôpital, le médecin traitant joue un rôle central dans l'orientation et le suivi du patient tout au long de son parcours de soins.

Le patient de plus de 16 ans doit faire une déclaration de choix du médecin traitant auprès de sa caisse d'assurance maladie afin d'être bien remboursé. La désignation d'un médecin traitant a été étendue aux enfants de moins de 16 ans mais pour ces derniers, il n'y a pas de réduction du remboursement en l'absence de déclaration de médecin traitant ou de non-respect du parcours de soins coordonnés.

Emploi précaire :

Sous le terme formes particulières d'emploi, (ou parfois emplois précaires) sont regroupés les statuts d'emploi qui ne sont pas des contrats à durée indéterminée. Ce sont l'intérim, les contrats à durée déterminée, l'apprentissage et les contrats aidés.

EPCI : Établissement public de coopération intercommunale

Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité ». Ils sont soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales. Les communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI.

EPN : Espace public numérique

Ces espaces labellisés par la Région

Normandie offrent un accès aux outils informatiques. Des ordinateurs y sont en accès libres, et des cours de prises en main sont également disponibles dans ces espaces.

HLM : Habitation à loyer modéré

Les HLM remplacent les HBM (Habitations à bon marché) en 1950. Ce sont des habitations destinées aux personnes physiques ayant des ressources modestes et construites grâce à une aide financière de l'État.

INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

Maisons du projet :

La loi du 24 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine prévoit, dans son article 3, pour chaque chantier de renouvellement urbain, la mise en place de maison du projet permettant d'associer la population à la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des projets. Ils peuvent venir s'y renseigner lors de permanences et donner leurs avis sur les transformations de leur quartier.

Médian :

Si on ordonne une distribution de salaires, de revenus, de chiffre d'affaires..., la médiane est la valeur qui partage cette distribution en deux parties égales.

Ainsi, pour une distribution de revenu, la médiane est le revenu au-dessous duquel se situent 50% des revenus. C'est de manière équivalente le revenu au-dessus duquel se situent 50% des revenus.

Mortalité prématurée :

Décès survenus avant 65 ans.

NPNRU : Nouveau programme national de renouvellement urbain

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 prévoit le lancement du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU). Porté par l'Agence nationale de la rénovation urbaine (Anru),

dont l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) assure la tutelle, il a pour ambition de réduire les écarts de développement entre les quartiers prioritaires et les autres territoires, et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Cette nouvelle génération de projets de renouvellement urbain s'inscrit dans le cadre fixé par les contrats de ville, afin d'apporter une réponse aux enjeux urbains des quartiers prioritaires qui soit cohérente avec l'ensemble des autres dimensions de la politique de la ville (emploi, développement économique et cohésion sociale). Les besoins et l'expertise d'usage des habitants des quartiers seront pris en compte dans le cadre de ces projets via leur association à la définition, la mise en œuvre et l'évaluation de ces projets, ainsi que par la mise en place d'une maison du projet.

ORU : Opération de renouvellement urbain

Lancées par le CIV (Comité interministériel des villes) du 14 décembre 1999, à l'instar des GPV (Grands projets de ville), mais moins bien dotés financièrement, les ORU avaient pour objectif de mettre en œuvre des opérations de renouvellement urbain dans 60 sites dégradés.

Parc locatif social :

Les logements du parc locatif social (au sens du ministère en charge du logement) sont :

- les logements appartenant à des organismes de HLM (Habitation à loyer modéré), qu'ils soient ou non soumis à la législation HLM pour la fixation de leur loyer ;
- les logements des autres bailleurs de logements sociaux non HLM (sociétés immobilières d'économie mixte, État, collectivités locales et établissements publics) et non soumis à la loi de 1948.

Les logements-foyers, les résidences pour personnes âgées ou handicapées ne font partie des logements du secteur social.

Annexes

PNRQAD : Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés

Créé par la loi de « Mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion » du 25 mars 2009, il a pour objectif la requalification urbaine et sociale des quartiers, la résorption de l'habitat indigne, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements, l'amélioration de la performance énergétique des logements et le maintien de la mixité sociale au sein de ces quartiers. Ce programme cible prioritairement les quartiers présentant une concentration élevée d'habitat indigne et une situation économique et sociale des habitants particulièrement difficile.

PNRU : Programme national pour la rénovation urbaine

Le Programme national pour la rénovation urbaine (PNRU), institué par la loi du 1^{er} août 2003 pour la ville et la rénovation urbaine, prévoit un effort national sans précédent de transformation des quartiers les plus fragiles classés en Zones urbaines sensibles (ZUS), effort qui porte sur les logements, équipements publics et aménagements urbains. Sa mise en œuvre a été confiée à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru).

Population active :

La population active au sens du recensement de la population comprend les personnes qui déclarent :

- exercer une profession (salariée ou non) même à temps partiel ;
- aider une personne dans son travail (même sans rémunération) ;
- être apprenti, stagiaire rémunéré ;
- être chômeur à la recherche d'un emploi ou exerçant une activité réduite ;
- être étudiant ou retraité mais occupant un emploi ;
- être militaire du contingent (tant que cette situation existait).

Cette population correspond donc à la population active occupée à laquelle

s'ajoutent les chômeurs en recherche d'emploi et les militaires du contingent tant que cette situation existait.

Population étrangère :

Un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides). Les personnes de nationalité française possédant une autre nationalité (ou plusieurs) sont considérées en France comme françaises. Un étranger n'est pas forcément immigré, il peut être né en France (les mineurs notamment).

A la différence de celle d'immigré, la qualité d'étranger ne perdure pas toujours tout au long de la vie : on peut, sous réserve que la législation en vigueur le permette, devenir français par acquisition.

Population immigrée :

Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. À l'inverse, certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Les populations étrangères et immigrées ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré.

PRE : Programme de réussite éducative

Les programmes de réussite éducative ont pour objectif d'accompagner des enfants et des adolescents qui présentent des signes de fragilité dès les premières années de l'école maternelle et jusqu'au terme de leur scolarité. Ces

programmes qui prennent en compte la globalité de leur environnement et de leurs difficultés se traduisent sous deux formes distinctes de soutien : d'une part, l'intervention auprès d'enfants et d'adolescents scolarisés et, d'autre part, le développement de projets éducatifs, sportifs et culturels en direction des adolescents en difficulté scolarisés en internat.

QPV : Quartier prioritaire de la politique de la ville

Remplace Zones urbaines sensibles (Zus) et aux quartiers en contrat urbain de cohésion sociale (Cucs).

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont des territoires d'intervention du ministère de la ville, définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. En métropole, en Martinique et à la Réunion, ils ont été identifiés selon un critère unique, celui du revenu par habitants. Une fois l'identification opérée, des échanges ont eu lieu avec les élus locaux afin de s'assurer de la cohérence du périmètre réglementaire du quartier prioritaire et, le cas échéant, l'ajuster. Les périmètres des QPV sont fixés par le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 pour la métropole et par le décret n° 2014-1751 du 30 décembre 2014 pour les départements et collectivités d'Outre-mer, rectifiés par le décret n° 2015-1138 du 14 septembre 2015.

Rapport interdécile :

Les déciles d'une distribution permettent de calculer des rapports interdéciles.

Le rapport interdécile (D9/D1 ou 9^{ème} décile/1^{er} décile) met en évidence l'écart entre le haut et le bas de la distribution ; c'est une des mesures de l'inégalité de cette distribution.

REP et REP+ : Réseau d'éducation prioritaire

Les établissements inscrits dans ce réseau bénéficient de moyens supplémentaires pour faire face à de plus grandes difficultés d'ordre scolaire et social.

SIGLES ET DÉFINITIONS

Sigles et définitions

Résidence principale :

Une résidence principale est un logement occupé de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes qui constituent un ménage.

Significativité des écarts constatés entre les taux comparatifs de mortalité :

Afin d'affirmer l'existence d'une sous ou d'une surmortalité (ou sous-morbidité ou sur-morbidité) significative dans la région, les EPCI par rapport à la France métropolitaine, des tests de significativité ont été réalisés. Le test, qui consiste à comparer deux taux comparatifs, est fondé sur la loi normale. La significativité prend en compte la taille des populations, ce qui explique par exemple que certains territoires peuvent avoir un test non significatif par rapport à la France alors que leurs taux sont plus élevés que ceux d'autres territoires qui enregistrent pourtant un test significatif.

Taux comparatif de mortalité :

Taux que l'on observerait dans la région et les EPCI si ces différents échelons géographiques avaient la même structure par âge que la population de référence (France métropolitaine). Les taux comparatifs de mortalité éliminent les effets de la structure par âge et autorisent les comparaisons entre les sexes et les échelons géographiques.

Taux comparatif de mortalité évitable liée à la prévention :

D'après les définitions OCDE/Eurostat de 2019, on entend par mortalité évitable par prévention les causes de décès que des interventions de santé publique et de prévention primaire efficaces (c'est-à-dire avant le déclenchement des maladies/traumatismes, pour en réduire l'incidence) permettraient essentiellement d'éviter. Les causes de mortalité évitable par traitement sont celles qui peuvent être évitées grâce à des soins de santé efficaces et prodigués à temps, y compris les interventions de prévention secondaire et de traitement (après le déclenchement des maladies,

pour réduire le taux de létalité).

Les deux listes actuelles des causes de mortalité évitable par prévention et par traitement ont été adoptées par l'OCDE et Eurostat en 2019. L'inscription des causes de décès dans l'une ou l'autre de ces catégories est déterminée selon que ce sont essentiellement des interventions de prévention ou des soins qui permettraient de réduire la létalité. Les causes de décès qui peuvent être à la fois largement évitées et traitées ont été inscrites dans la catégorie des causes de mortalité évitable par prévention au motif que si ces maladies sont évitées grâce à la prévention, il n'y a plus lieu de les traiter. Dans les cas où il n'y a pas véritablement de données probantes attestant de la prédominance de l'une ou l'autre de ces catégories, les causes sont réparties de manière égale entre les deux (par exemple, cardiopathies ischémiques, AVC, diabète), de manière à éviter la double comptabilisation de mêmes causes de décès. Un seuil de 74 ans a été retenu pour toutes les causes de mortalité prématurée (OCDE/Eurostat, 2019).

<http://www.oecd.org/health/health-systems/Avoidable-mortality-2019-Joint-OECD-Eurostat-List-preventable-treatable-causes-of-death.pdf>

Taux d'emménagement :

Nombre d'individus ayant emménagé dans la zone (incluant les entrants et les mobiles internes à la zone) entre le 1/1/2016 et le 1/1/2017, rapporté à la population de la zone au 1/1/2017. En termes de mobilité résidentielle, seul le taux d'emménagement, incluant les mobilités internes, permet une comparaison entre zones de tailles très différentes, comme c'est le cas pour les QPV par rapport aux communes ou aux EPCI englobants. C'est pourquoi seul cet indicateur est décliné sur les zones de comparaison.

Taux d'emploi :

Le taux d'emploi d'une classe d'individus est calculé en rapportant le nombre

d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe. Il peut être calculé sur l'ensemble de la population d'un pays, mais on se limite le plus souvent à la population en âge de travailler (généralement définie, en comparaison internationale, comme les personnes âgées de 15 à 64 ans), ou à une sous-catégorie de la population en âge de travailler (femmes de 25 à 29 ans par exemple).

Taux d'entrants (Dont entrants depuis un autre QPV)

Nombre d'individus ayant emménagé dans le QPV, rapporté à la population 2017. La part des entrants depuis un autre QPV est la proportion d'individus ayant déménagé depuis un autre QPV parmi les entrants dans le QPV.

Taux de chômage (au sens du recensement de la population) :

Le taux de chômage au sens du recensement de la population est la proportion du nombre de chômeurs dans la population active tel que mesuré par le recensement.

Taux de mobilité interne

Nombre d'individus ayant déménagé au sein du QPV, rapporté à la population 2017.

Taux de pauvreté :

Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). L'Insee, comme Eurostat et les autres pays européens, mesure la pauvreté monétaire de manière relative alors que d'autres pays (comme les États-Unis ou l'Australie) ont une approche absolue. Dans l'approche en termes relatifs, le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. On privilégie en Europe le seuil de 60% du niveau de vie médian.

Annexes

Taux de sortants (Dont sortants vers un autre QPV)

Nombre d'individus ayant quitté le QPV, rapporté à la population 2016. La part des sortants vers un autre QPV est la proportion d'individus ayant emménagé dans un autre QPV parmi les sortants du QPV.

Taux de vacance :

Le taux de vacance est la part des logements vacants dans l'ensemble des logements. Il peut être calculé à partir du recensement de la population. Des estimations du parc au 1^{er} janvier des trois années postérieures à la date de référence du recensement sont également disponibles. Elles ventilent ce parc par catégories : résidences principales, logements vacants, résidences secondaires ou logements occasionnels.

Territoires entrepreneurs :

Ces zones, anciennement appelées Zones franches urbaines (ZFU) jusqu'en 2014, visent à favoriser le développement économique et le développement de l'emploi par une exonération de l'impôt sur les bénéfices en faveur des entreprises qui créent des activités industrielles, commerciales, artisanales ou de services dans ces territoires.

UC : Unité de consommation

Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'Unités de consommation (UC).

Pour comparer le niveau de vie des ménages, on ne peut s'en tenir à la consommation par personne. En effet, les besoins d'un ménage ne s'accroissent pas en stricte proportion de sa taille. Lorsque plusieurs personnes vivent ensemble, il n'est pas nécessaire de multiplier tous les biens de consommation (en particulier, les biens de consommation durables) par

le nombre de personnes pour garder le même niveau de vie.

Aussi, pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on utilise une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l'aide d'une échelle d'équivalence. L'échelle actuellement la plus utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

ZAC : Zones d'aménagement concerté

Les Zones d'aménagement concerté sont les zones à l'intérieur desquelles une collectivité publique ou un établissement public y ayant vocation décide d'intervenir pour réaliser ou faire réaliser l'aménagement et l'équipement des terrains (notamment de ceux que cette collectivité ou cet établissement a acquis ou acquerra en vue de les céder ou de les concéder ultérieurement à des utilisateurs publics ou privés).

ZUP : Zone à urbaniser en priorité

Le décret ZUP du 31 décembre 1958 a pour objectif de créer de nouveaux quartiers comprenant logements, équipements et commerces et de répondre à la très forte demande en logements sur le territoire français.

ZUS / ZFU et ZRU : Zones urbaines sensibles / Zones franches urbaines / Zones de redynamisation urbaine

Territoires infra-urbains définis par les pouvoirs publics pour être la cible prioritaire de la politique de la ville, en fonction des considérations locales liées aux difficultés que connaissent les habitants de ces territoires. La loi du 14 novembre 1996 de mise en oeuvre du pacte de relance de la politique de la ville distingue trois niveaux d'intervention : les Zones urbaines sensibles (ZUS), les Zones

de redynamisation urbaine (ZRU), les Zones franches urbaines (ZFU). Les trois niveaux d'intervention ZUS, ZRU et ZFU, caractérisés par des dispositifs d'ordre fiscal et social d'importance croissante, visent à répondre à des degrés différents de difficultés rencontrées dans ces quartiers.

Copyrights

© Adobe InDesign
© Adobe Illustrator

Crédit photos et images 2018

ORS-CREAI Normandie

ASSOCIATION ORS-CREAI NORMANDIE NORMANVILLES

Espace Robert Schumann
3 place de l'Europe
14 200 Hérouville-Saint-Clair

Tel : 02 31 75 15 20
Courriels :
contact@orscreainormandie.org
contact@normanvilles.org

Site Internet : www.orscreainormandie.org



Association
ORS-CREAI
Normandie

